

ANALYSE

ÉCONO

MIQUE

GOLFE DE GASCOGNE

ET

SOCIALE

ANALYSE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE L'UTILISATION DE NOS EAUX MARINES ET DU COÛT DE LA DÉGRADATION DU MILIEU MARIN GOLFE DE GASCOGNE

JUIN 2012

UTILISATION DES EAUX MARINES

Activités industrielles

Agriculture

Agence des aires marines protégées, compilation d'éléments fournis
par les Agences de l'eau Adour-Garonne et Loire-Bretagne.



L'analyse du secteur agricole se base principalement sur les états des lieux 2004 de la Directive Cadre sur l'Eau (2000/60/CE) des bassins hydrographiques suivants : Adour-Garonne et Loire-Bretagne (et leurs districts respectifs : voir figure 1).

L'objectif est de caractériser l'importance économique et sociale de l'agriculture dans l'ensemble de ces deux bassins.

Les données analysées sont principalement issues des recensements agricoles (RA) de 1988 et de 2000. Il convient donc d'attirer l'attention du lecteur sur l'ancienneté de certaines données reprises dans cette synthèse. Des données plus récentes (issues de l'enquête Agreste sur la structure des exploitations 2007) ont cependant été utilisées afin de fournir des éléments sur les tendances depuis 2000. Les données structurelles sur les exploitations agricoles pourraient être mises à jour à partir des résultats du RA 2010 dont la diffusion était prévue pour fin 2011, trop tard pour l'inclure ici. Des données supplémentaires du RA 2010 pourraient renseigner des thématiques liées au Grenelle de l'environnement : diversification des modes de commercialisation (vente directe et circuits courts), certification à l'agriculture biologique, pratiques et formations liées aux fertilisants.

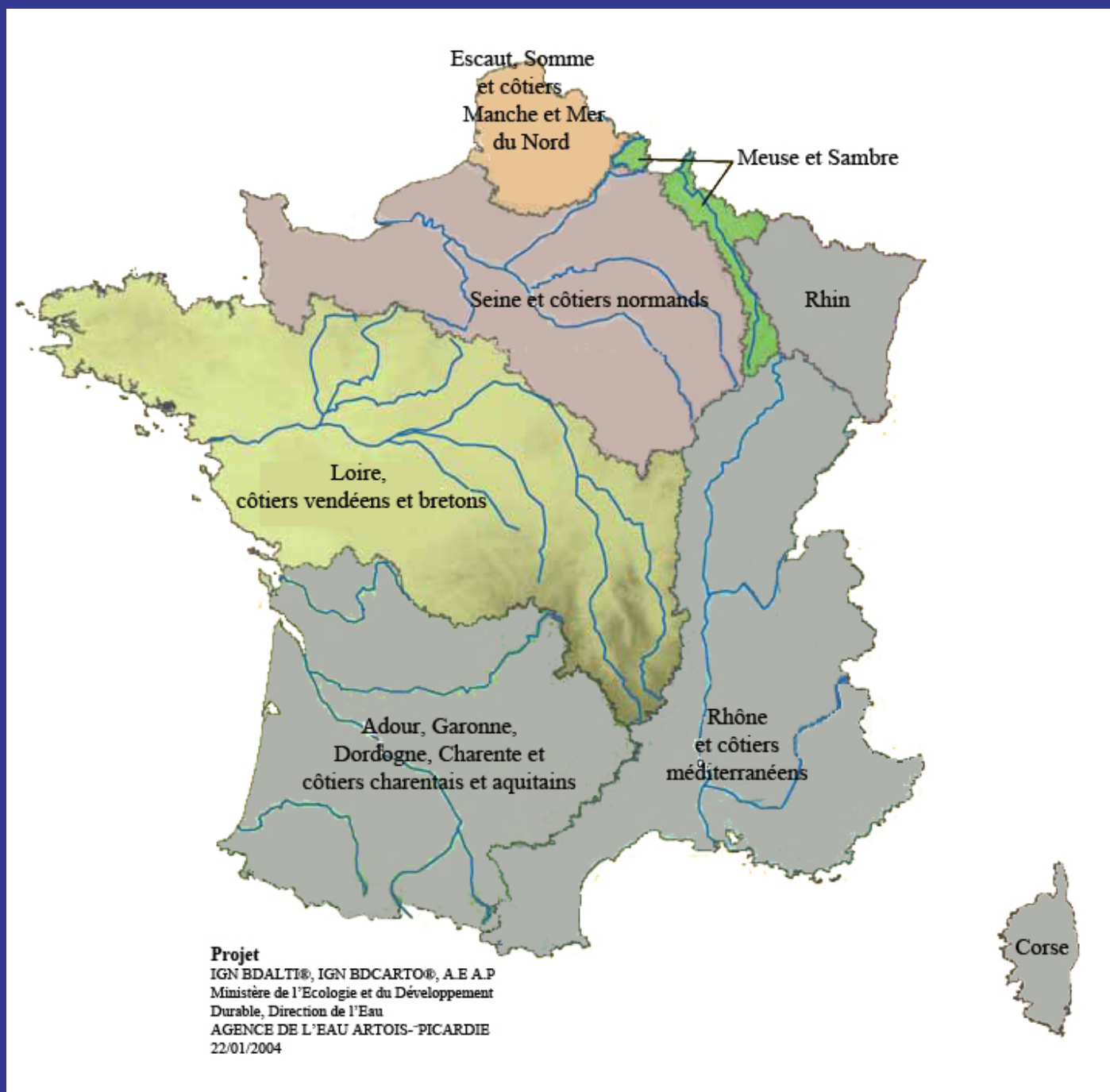


Figure 1 : Les districts hydrographiques français (Source: Agence de l'eau Artois-Picardie, 2004).

1. PRÉSENTATION DE L'AGRICULTURE DANS LE BASSIN HYDROGRAPHIQUE LOIRE-BRETAGNE

En 2000, l'agriculture occupe dans le bassin Loire-Bretagne environ 10 millions d'hectares, soit 65 % de la superficie totale du bassin et 37 % du territoire agricole national. La surface agricole utile (SAU) est en régression de 3,7 % entre 2000 et 1988. Le recensement agricole réalisé en 2000 dénombre 384 200 exploitations, soit 58 % du nombre des exploitations françaises, marquant l'empreinte agricole du bassin. Ce nombre a régressé entre 2000 et 1988 de 36 %, essentiellement du fait de la disparition des petites fermes, la plus forte diminution étant localisée en Bretagne (45 %).

La population active agricole du bassin représente quant à elle autour de 50 % de la population active agricole nationale en 2000. Elle a cependant diminué de près de 40 % entre 2000 et 1988, en lien avec une perte importante de l'emploi familial. Une augmentation du nombre de salariés, dont les salariés saisonniers, est cependant notée, s'accompagnant également d'une progression du travail à temps partiel. L'agriculture emploie environ 300 000 personnes équivalent temps plein.

La valeur ajoutée de la production du bassin (animale et végétale) est estimée à 22 milliards d'euros en 2000. La figure 2 donne une représentation des orientations technico-économiques (OTEX) dominantes des exploitations agricoles par canton.

L'agriculture bretonne repose sur l'intensification des productions animales, fourragères et légumières, mais les exigences environnementales et la contrainte des marchés mettent en évidence les limites de ce modèle de développement.

L'agriculture des Pays de la Loire est d'abord tournée vers l'élevage des bovins, des porcs et des volailles. L'horticulture, la viticulture et l'arboriculture y occupent aussi une place importante.

Orientations techniques	Exploitations		Emplois		Marge brute standard	
	Nombre	(% du bassin)	UTA *	(% du bassin)	Millions d'euros	(% du bassin)
Bovins-lait	47 160	18,3 %	71 574	24,3 %	2 534,8	24,4 %
Bovins-viande	41 447	16,1 %	39 997	13,6 %	1 029,6	9,9 %
Fruits-légumes	8 832	3,4 %	29 116	9,9 %	721,7	7,0 %
Grandes cultures	83 319	32,4 %	82 209	27,9 %	3 737,1	36,0 %
Ovins	14 153	5,5 %	32 562	11 %	769,0	7,4 %
Porcs volailles	45 108	17,5 %	27 313	9,3 %	1 217,6	11,7 %
Viticulture	16 681	6,5 %	11 235	3,8 %	366,7	3,5 %
Autres	413	0,2 %	1 044	0,35 %	0,0	0,0 %
TOTAL	257 113	100 %	295 050	100 %	10 376,5	100,0 %

Tableau 1 : Les exploitations agricoles par orientation technico-économique (Source : Ecodécision, d'après RG 2000).

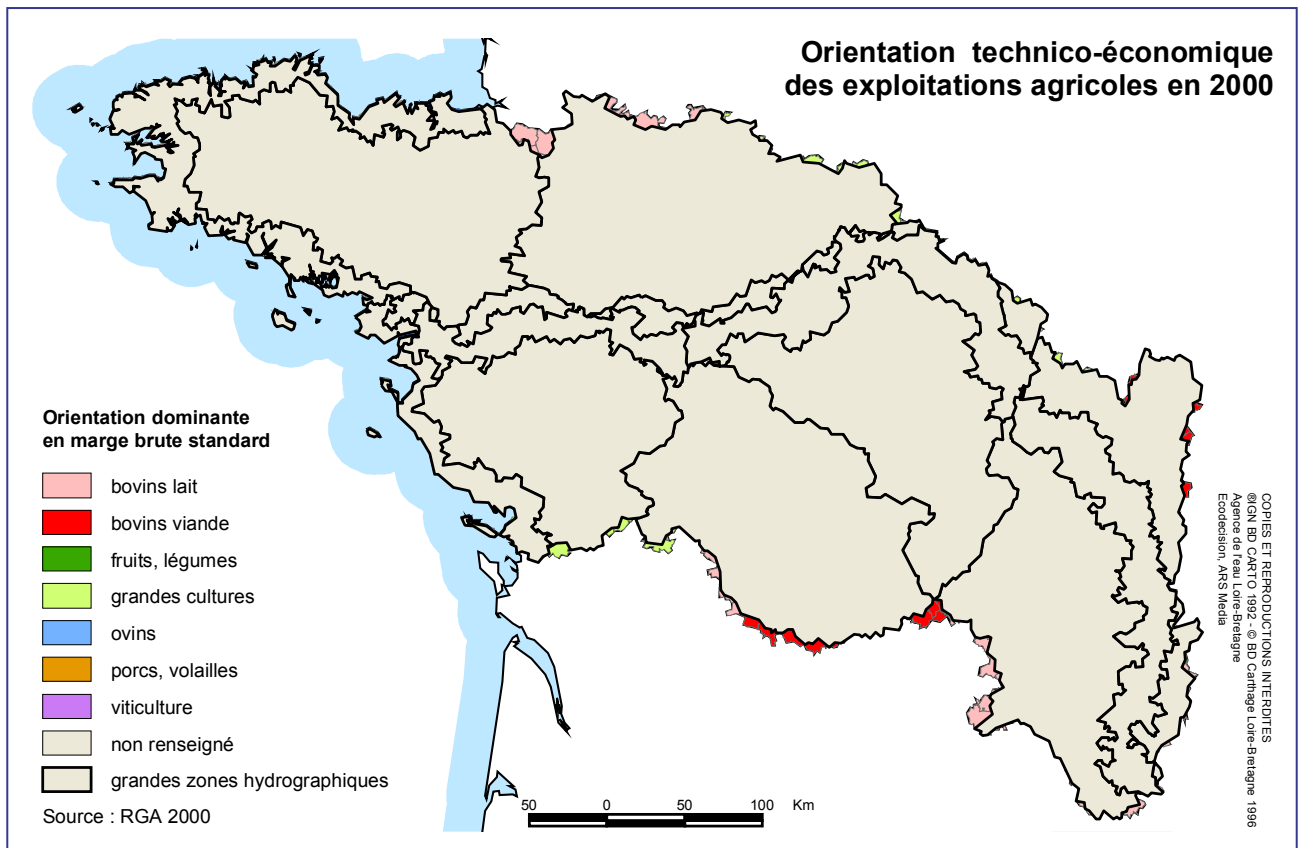


Figure 2 : Orientations technico-économiques des exploitations agricoles en 2000
(Source: Agence de l'eau Loire-Bretagne, d'après RGA 2000).

La figure 3 illustre l'évolution de l'élevage entre les deux recensements agricoles de 1988 et 2000.

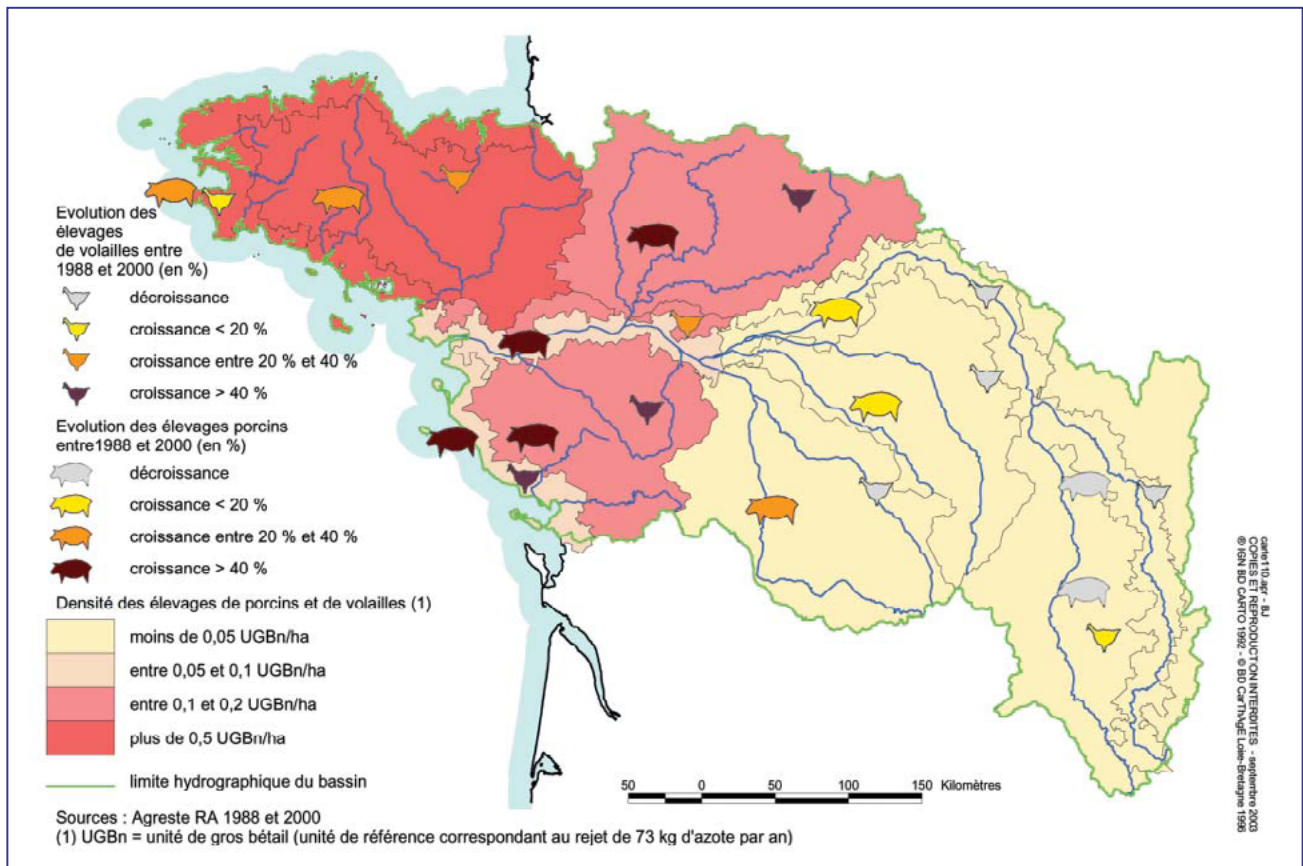


Figure 3 : Élevages porcins et avicoles dans le bassin Loire-Bretagne (RA 1988 et 2000) (Source : Ecodécision, 2002).

2. PRÉSENTATION DE L'AGRICULTURE DANS LE BASSIN HYDROGRAPHIQUE ADOUR-GARONNE

2.1. CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES DU BASSIN ADOUR-GARONNE

Le bassin Adour-Garonne est fortement marqué par l'empreinte de l'agriculture :

- le poids de l'agriculture dans le PIB régional est supérieur à la moyenne nationale (2,8 %) dans les trois principales régions du bassin : 4,1% pour Midi-Pyrénées, 5,6 % pour Poitou-Charentes et 6,3 % pour l'Aquitaine.
- avec une SAU de 5,9 millions d'hectares, le bassin comprend 1/5 de la SAU nationale et plus de 50 % de sa superficie est couverte par des terres agricoles.

Entre 1988 et 2000, la SAU du bassin a diminué au même rythme que la SAU nationale (- 3 % sur la période).

En 2000, on recensait sur le bassin plus de 160 000 exploitations agricoles, soit une diminution de 32 % par rapport à 1988. Cette baisse du nombre d'exploitations touche principalement les petites fermes (- 40 % pour les exploitations de moins de 50 ha), alors que le nombre des grandes exploitations progresse fortement (+100 % pour les exploitations de plus de 100 ha).

La SAU moyenne par exploitation est ainsi passée de 26 à 37 ha entre 1988 et 2000 mais elle reste inférieure à la moyenne nationale (42 ha). Globalement, sur le bassin, 50 % de la valeur ajoutée issue de l'agriculture est produite par 25 % des exploitations.

L'agriculture emploie sur le bassin 235 000 personnes (en UTA), avec un fort besoin de main d'œuvre saisonnière. Les régions Aquitaine et Midi-Pyrénées sont respectivement les 1^{ère} et 3^e régions de France en termes d'actifs agricoles. Malgré un rajeunissement des actifs agricoles depuis 1988 suite à un grand nombre de départ à la retraite, l'âge moyen des chefs d'exploitations reste élevé : 1/3 ont plus de 55 ans, et seulement ¼ ont moins de 40 ans.

Cette structure des actifs agricoles devrait contribuer à renforcer dans les prochaines années le phénomène de concentration de l'activité agricole. La faible présence des productions intensives dans de nombreuses zones du bassin a une incidence sur la productivité (surface cultivée / nombre d'emplois) qui est globalement inférieure dans le bassin à la moyenne nationale.

2.2. PRINCIPALES ACTIVITÉS DU BASSIN ADOUR-GARONNE

La variété des reliefs, des climats et des terroirs ont généré une grande diversité de productions agricoles sur le bassin Adour-Garonne. 90 % des exploitations du bassin ont leur principale production répartie dans 5 catégories d'orientations technico-économiques (OTEX) comme illustré dans la figure 4 .

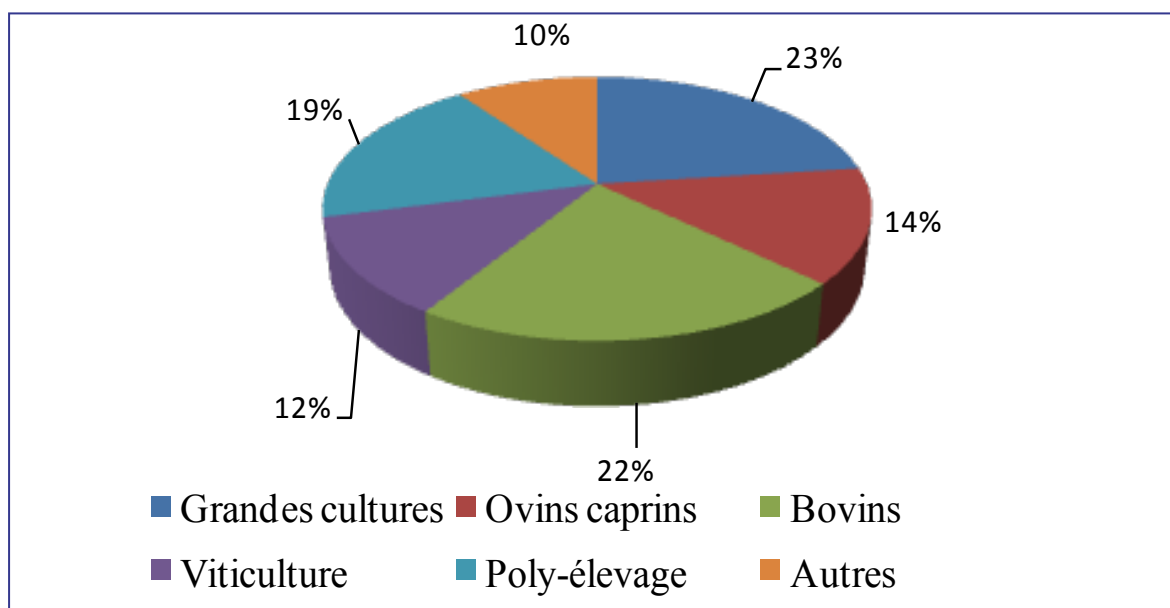


Figure 4 : Répartition des orientations technico-économiques de l'agriculture Bassin Adour Garonne.

La figure 5 et la figure 6 illustrent les orientations agricoles dominantes sur la région Aquitaine et leur répartition.

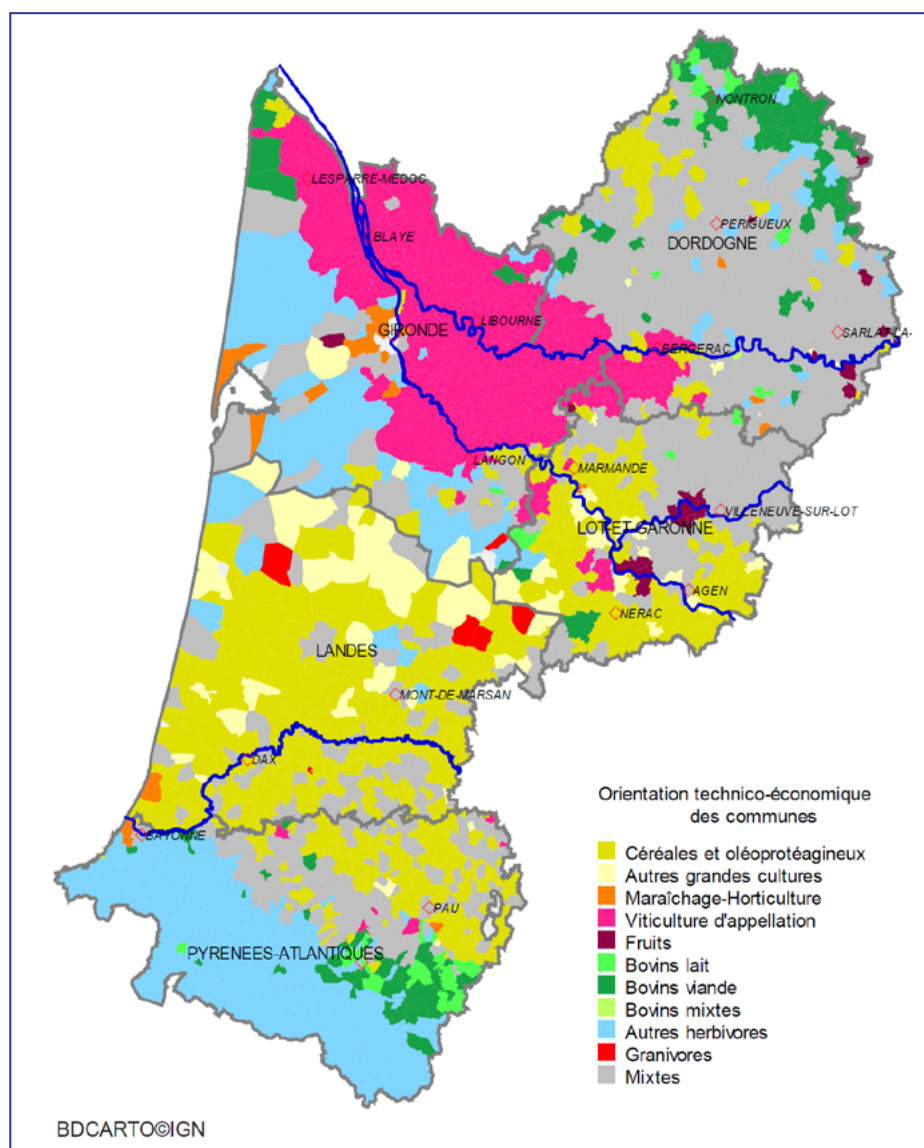


Figure 5 : Orientation technico-économique la plus fréquente par commune dans la région Aquitaine (en fonction du nombre d'exploitations agricoles). (Source: RA, 2000).

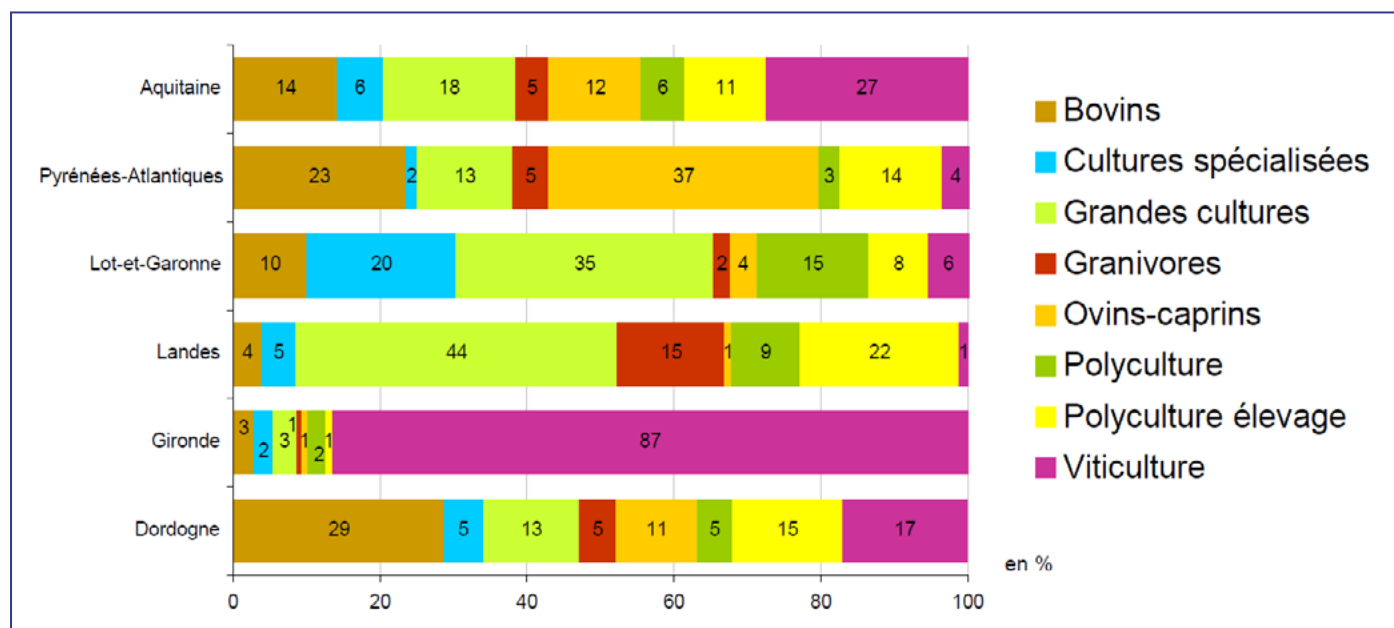


Figure 6 : Répartition des exploitations professionnelles selon l'orientation technico-économique en 2007 dans la région Aquitaine et ses départements (Source : Agreste_ Enquête Structure 2007).

2.2.1. Élevage

L'élevage est très implanté et très diversifié sur le bassin Adour-Garonne. 40 % du cheptel ovin français est ainsi situé dans ce bassin, soit 3 900 000 têtes (la région Midi-Pyrénées est la première région productrice d'ovins avec 2 600 000 têtes). Par ailleurs, on trouve dans le bassin 25 % du cheptel national de caprins et 18 % de celui de bovins.

Cet élevage est à l'origine d'une production agro-alimentaire de qualité avec de nombreux labels et d'appellations d'origine contrôlées.

La région Midi-Pyrénées est la principale région d'élevage pour les bovins (36 % du cheptel du bassin), et les ovins (60 %). La région Aquitaine concentre 57 % des volailles du bassin et constitue la deuxième région de France pour la production de canards.

Le tableau 2 récapitule la répartition du cheptel dans le bassin.

Type de bétail	Nombre de têtes	Nombre d'exploitations
Bovins	3 736 000	68 479
Porcins	1 403 000	21 861
Caprins	305 000	4 872
Ovins	3 900 000	26 863
Volailles	26 000 000	194 808
Équins	94 000	17 962
Total	35 438 000	334 845

Tableau 2 : Cheptel du bassin Adour-Garonne. (Source : Agence de l'eau Adour-Garonne).

Globalement sur le bassin, le cheptel de bovins se stabilise depuis 1988, celui des ovins est en baisse (-7 % en Midi-Pyrénées et -12 % en Aquitaine), celui des caprins est en hausse (+32 % en Midi-Pyrénées et +15 % en Aquitaine), et le nombre de tête de volailles est en hausse, en particulier pour les canards (+38 % en Midi-Pyrénées et 58 % en Aquitaine).

Les productions réalisées à partir des élevages du bassin ont permis dégager en 2001 un chiffre d'affaire de 4 milliards d'euros (avant transformation par les industries agro-alimentaires) dont la répartition par type de bétail est la suivante :

Bovins	Ovins	Caprins	Volailles	Porcins	Total
2 430	510	70	700	290	4 000

Tableau 3 : Chiffre d'affaires – élevages (en millions d'euros) (Source : Agence de l'eau Adour-Garonne).

2.2.2. Cultures

Les retombées économiques des cultures du bassin sont estimées en 2001 à près de 6,7 milliards d'euros de chiffre d'affaires (avant transformation par les industries agro-alimentaires), dont la répartition par type de culture est la suivante :

Maïs	Vins d'appellation	Cultures industrielles	Cultures maraîchères et horticoles	Fruits	Céréales	Fourrages	TOTAL
990	1 907	633	819	622	892	829	6 692

Tableau 4 : Chiffre d'affaires – cultures (en millions d'euros) (Source : Agence de l'eau Adour-Garonne).

2.3. POTENTIEL ÉCONOMIQUE DES ACTIVITÉS AGRICOLES DU BASSIN ADOUR-GARONNE

Au-delà de la ventilation des exploitations par grandes orientations agricoles, il est utile d'analyser la création de richesse (appréhendée à partir de la création de valeur ajoutée) que dégage l'agriculture du bassin. À ce titre, la région Aquitaine est la première région de France. Les régions Midi-Pyrénées et Poitou-Charentes dégagent pour leur part une plus faible valeur ajoutée et se positionnent respectivement en 8^e et 12^e place.

Le potentiel économique de l'agriculture du bassin est soutenu :

- en Aquitaine : par la viticulture (53 % du poids économique de l'agriculture dans la région), les cultures céréalières et oléoprotéagineuses (COP) (8 %), avec au premier rang le maïs ;
- en Midi-Pyrénées : par les COP (28 %), avec en particulier le maïs et le blé dur, l'élevage bovin (18 %), l'élevage ovin et caprin (14 %) ;
- en Poitou-Charentes : par les COP (29 %), la viticulture (18 %), les grandes cultures et herbivores (14 %).

En complément de ces orientations agricoles dominantes, il faut signaler le développement de produits à forte valeur ajoutée, c'est notamment le cas avec :

- l'essor de la filière gras (canards, oies) en Aquitaine et Midi-Pyrénées qui sont les deux premières régions françaises ;
- l'expansion des cultures de légumes et de fruits (carotte, maïs doux, asperge, kiwi, melon...).

Dans un contexte de concurrence exigeant, les agriculteurs du bassin jouent de plus en plus la carte de la qualité, en proposant une production sous label : 15 000 exploitations sous label qualité, 25 900 exploitations en Appellation d'Origine Contrôlée, 2 000 exploitations sous label biologique. Tous labels confondus, près de 40 % des exploitations produisent avec un signe d'identification, contre 27 % au niveau national.

Ces productions agricoles alimentent une filière agro-alimentaire très implantée sur le bassin et elle-même génératrice d'une valeur ajoutée importante (voir la contribution thématique « Industries » de l'analyse économique et sociale).

3. POLITIQUE ET RÉGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE DANS LE SECTEUR AGRICOLE

Les préoccupations environnementales ont fait leur apparition dans les politiques agricoles dès 1985. Renforcées au fil des réformes successives de la politique agricole commune (PAC), en particulier par la création de son deuxième pilier lors de l'adoption de l'Agenda 2000 en 1999, elles sont aujourd'hui concrétisées par un panel d'aides et d'instruments de politiques publiques nombreux et diversifiés figurant à la fois au sein du deuxième et du premier pilier. Un certain nombre d'entre eux ont un impact direct ou indirect sur la ressource en eau. La suite de cette partie recense les plus importants.

3.1. POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL

Autrement appelée 2^e pilier de la PAC, la politique de développement rural européenne est le cadre privilégié pour le financement d'actions environnementales dans le secteur agricole. Renouvelée tous les 7 ans, elle a été mise en œuvre en France *via* le PDRN (Programme de Développement Rural National), de 2000 à 2006 puis *via* le PDRH (Programme de Développement Rural Hexagonal) de 2007 à 2013.

3.1.1. Mesures agroenvironnementales (MAE)

Les MAE, créées avant l'apparition du 2^e pilier puis intégrées à celui-ci par la suite, constituent l'instrument spécifiquement dédié à l'environnement au sein de la PAC. Il s'agit de contrats d'une durée de 5 ans, pris volontairement par les agriculteurs, qui les engagent à maintenir ou à mettre en œuvre des pratiques favorables à l'environnement. L'aide perçue en contrepartie vient compenser les coûts et les pertes de revenus induits par les engagements contractés.

Durant la période de 2000 à 2006, elles ont principalement été mises en œuvre via des Contrats Territoriaux d'Exploitation (CTE), devenus ensuite Contrats d'Agriculture Durable (CAD), dans une logique de projet individuel permettant la gestion de l'ensemble des enjeux agroenvironnementaux à l'échelle nationale. Ces mesures ont potentiellement eu un impact important sur la qualité de l'eau en favorisant le maintien de pratiques d'élevage extensives sur des surfaces herbagères (Prime Herbagère AgroEnvironnementale, PHAE). Des dispositifs de diversification des assolements (Mesure Rotationnelle) et d'adaptation des pratiques en zones humides (Engagement AgroEnvironnemental « Marais ») ont pu également aller dans ce sens.

Depuis 2007 et jusqu'à 2013, les MAE s'appliquent via le PDRH. Si les mesures herbagères et de diversification ont été reconduites dans le même esprit, le cadre d'application des autres dispositifs a été largement revu. Concernant spécifiquement l'enjeu eau, les MAE « Territorialisées » permettent de mettre en œuvre des actions ciblées, exigeantes et adaptées localement. Dans un compromis entre logique ascendante et descendante, les acteurs de terrain peuvent porter et définir un projet de territoire et choisir les actions à mettre en œuvre parmi celles éligibles au niveau national. On y trouve par exemple des engagements de réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires avec obligation de résultat, des engagements de réduction de fertilisation etc., tous ayant un impact potentiel élevé sur la qualité de l'eau.

D'autres mesures incitant à une transition plus globale des systèmes de production vers une agriculture durable touchent également l'enjeu eau, *via* le soutien à la Conversion et au Maintien en Agriculture Biologique, et l'aide aux Systèmes Fourragers Économes en Intrants (SFEI).

3.1.2. Soutien aux investissements à caractère environnemental

La politique de développement rural, dans son objectif d'amélioration de la compétitivité du secteur agricole, accorde aux exploitants un soutien à certains investissements dans les secteurs de l'élevage et des cultures. Dans ce cadre, entre 2002 et 2007, le Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA) a permis à de nombreux agriculteurs de moderniser et de mettre aux normes leurs bâtiments d'élevage en installant ou en améliorant les capacités de stockage d'effluents organiques.

Accompagné d'un projet agronomique prévoyant notamment un diagnostic d'exploitation et mis en œuvre de façon prioritaire dans les Zones Vulnérables, il a fortement contribué à la réduction de la pression azotée sur l'environnement. Le Plan de Modernisation des Bâtiments d'Élevage (PMBE) a complété ce dispositif au sein du PDRH en l'élargissant aux zones non vulnérables et à d'autres enjeux plus spécifiquement économiques. Un volet consacré aux cultures lui a également été ajouté, le Plan Végétal pour l'Environnement (PVE) qui finance des investissements permettant d'aller au-delà de la réglementation en vigueur en matière de respect de l'environnement : amélioration du matériel de pulvérisation, de la gestion de l'eau, etc.

3.2. L'ENVIRONNEMENT AU SEIN DU PREMIER PILIER DE LA PAC

Mobilisant la grande majorité des fonds européens consacrés à la PAC, le « premier pilier » a progressivement (de 1992 à aujourd'hui) délaissé les instruments de marché pour privilégier des mesures de soutien du revenu des agriculteurs. Cette transition s'est accompagnée d'une meilleure prise en compte de l'environnement dans le versement des aides.

3.2.1. Conditionnalité

Mise en place depuis 2005, la conditionnalité soumet le versement de certaines aides, en particulier les Droits à Paiement Unique (DPU), au respect d'exigences en matière d'environnement, de santé publique, de santé des animaux et des végétaux et de protection animale.

Concernant l'environnement et en particulier l'enjeu eau, il s'agit essentiellement de se conformer aux exigences de la réglementation en vigueur (notamment la Directive « Nitrates », n°91/676/CEE) et de respecter les Bonnes Conditions Agro-Environnementales (BCAE). Celles-ci imposent des normes pour l'irrigation, l'implantation de bande tampons enherbées le long des cours d'eau pour limiter les fuites d'intrants, ou encore le maintien des « particularités topographiques » et des terres en prairies permanentes, etc.

3.2.2. Aides spécifiques et réorientations du Bilan de santé

Le soutien couplé à des productions spécifiques ayant notamment un intérêt environnemental a été en partie reconduit dans le premier pilier. Il en est ainsi des protéagineux – pois, féverole, lupin, toutes des légumineuses –, pour lesquels les agriculteurs bénéficiaient d'un soutien annuel, proportionnel aux surfaces emblavées jusqu'à fin 2011. En fixant l'azote de l'air, ces cultures permettent de réduire l'utilisation d'engrais minéraux ou organiques, contribuant ainsi à une amélioration de la qualité de l'eau.

Dans le cadre du bilan de santé de la PAC de 2008, en application de l'article 68 du règlement n°CE/73/2009, des aides spécifiques présentant des « avantages agroenvironnementaux » ont été mises en œuvre. Concernant l'enjeu eau, il s'agit essentiellement d'une aide à la diversité des assolements, d'une aide supplémentaire aux protéagineux et d'une aide aux exploitations en agriculture biologique.

3.2.3. Mesures environnementales de l'Organisation Commune de Marché des Fruits et Légumes

Les Organisations Communes de Marché structurent les marchés des produits agricoles en édictant des normes de commercialisation, en participant à l'amélioration des conditions économiques de production et de commercialisation et en favorisant l'amélioration de la qualité des produits. Depuis 2008, « l'OCM unique » regroupe 21 produits de base qui disposaient auparavant de leur OCM propre. Dans le secteur des fruits et légumes, les exploitants sont incités à se regrouper en organisations de producteurs (OP) disposant d'un « programme opérationnel » cofinancé par l'Union Européenne. Ces programmes doivent obligatoirement comporter des mesures environnementales. Une partie d'entre elles ont un impact direct sur la qualité de l'eau, comme la production intégrée, la protection et analyse de l'eau, la maîtrise des appareils de pulvérisation, la maîtrise des intrants, etc.

3.3. DIRECTIVE « NITRATES »

Pour améliorer la qualité des eaux superficielles et souterraines, la directive n°91/676/CEE impose la lutte contre les pollutions dues aux nitrates d'origine agricole. Elle est appliquée au sein de territoires où la contamination des eaux est élevée – Zone Vulnérable, ZV, et Zone d'Action Complémentaire, ZAC, lorsque la concentration en nitrates dépasse ou menace de dépasser 50 mg·l⁻¹ – ou dans le cas de pression importante sur le milieu – Zone d'Excédent Structurel, ZES, lorsque la charge azotée organique dépasse 170 kg·ha⁻¹.

Un programme d'action, mis en œuvre dans les ZV, impose des règles concernant la gestion de l'azote : équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée, capacité de stockage des effluents d'élevage, enregistrement des pratiques agricoles (plan prévisionnel de fumure, cahier d'épandage). Il précise également les périodes d'interdiction d'épandage, fixe une quantité maximale d'azote organique pouvant être épandue par exploitation et certaines modalités de gestion des terres telles que couverture des sols et bandes enherbées. Ces actions sont renforcées dans les ZAC, bassins versants en amont d'une prise d'eau destinée à l'alimentation humaine contaminée par les nitrates.

Un programme de résorption, appliqué en ZES, fixe l'étendue maximale des surfaces épandables par exploitation, impose le traitement ou le transfert d'effluents d'élevage, et limite les possibilités de regroupement ou d'agrandissement des exploitations.

Enfin, un programme de surveillance de la qualité des eaux et une évaluation des programmes d'action permet d'ajuster, tous les quatre ans, les programmes d'action aux évolutions observées. La France a ainsi mis en œuvre entre 1996 et aujourd'hui quatre générations de ces programmes.

Toutes ces règles sont en cours d'évolution dans le cadre des contentieux engagés par la Commission européenne concernant la mise en œuvre de la directive « Nitrates » en France. Un cadre réglementaire complètement rénové devrait être opérationnel mi-2013.

3.4. PLANS D' ACTIONS INTERMINISTÉRIELS

Suite notamment au Grenelle de l'environnement, plusieurs « plans d'actions » concernant le secteur agricole ont été élaborés conjointement entre le Ministère chargé de l'agriculture et le Ministère chargé de l'environnement. Ils identifient les défis stratégiques à relever et fixent les objectifs de moyen et long terme à atteindre pour accomplir la transition vers une agriculture durable.

3.4.1. Écophyto 2018

Ce plan ambitieux, lancé en 2008, vise à diminuer la dépendance des agriculteurs aux produits phytosanitaires (PP) par une réduction de l'usage des pesticides de 50 % au niveau national d'ici 2018, si possible. Pour cela, il doit :

- Contribuer à la diffusion et à la généralisation de pratiques économes déjà connues et améliorer l'information sur le risque phytosanitaire auprès des agriculteurs pour mieux cibler les traitements ;
- Garantir, par la délivrance de certificats, la compétence des acteurs tout au long de la chaîne de production et de distribution des PP ;
- Dynamiser la recherche agronomique sur les cultures économes en PP et en communiquer largement les résultats.

La mise en œuvre du plan est aujourd'hui bien avancée. Ainsi, suite au succès de l'appel à candidatures de 2010 pour participer au réseau de démonstration, d'acquisition de références, et d'expérimentation (« DEPHY ») – environ 1 200 fermes en juin 2011 – un deuxième appel était en cours (à la date de rédaction de ce document) jusqu'à fin septembre 2011 auprès d'agriculteurs volontaires.

3.4.2. Agriculture Biologique : horizon 2012

Ce plan, lancé en 2007 visait le développement de l'Agriculture Biologique (AB) en fixant un objectif de 6 % de la surface agricole utilisée (SAU) française en agriculture biologique d'ici 2012. C'est un plan global et cohérent qui comporte 5 axes complémentaires :

- Faciliter la conversion et la pérennité des exploitations en AB ;
- Dynamiser le secteur de la recherche, du développement et de la formation en AB ;
- Favoriser une meilleure prise en compte des spécificités de l'AB, et de ses pratiques culturelles respectueuses de l'environnement dans la réglementation ;
- Permettre aux filières de se structurer, notamment par le soutien d'un fonds de structuration des filières géré par l'Agence BIO ;
- Développer la consommation des produits bios, notamment en incitant la restauration collective publique d'État à introduire plus de « bio » dans ses repas (objectif de 20 % en 2012).

Ainsi, près de 4 % (20 600) des exploitations françaises étaient « bio » fin 2010. Ce sont désormais environ 845 000 hectares dont 1/3 en conversion qui sont exploités selon ce mode de production, soit plus de 3 % de la SAU française.

3.4.3. Plan gouvernemental de lutte contre les algues vertes

Suite à la prolifération des algues vertes, le gouvernement a établi un plan d'action de lutte contre les algues vertes, présenté par les Ministres chargés de l'Agriculture et de l'Écologie le 5 février 2010 à Rennes. Il comprend trois grands volets.

Il a d'abord pour objectif d'assurer une gestion irréprochable des algues vertes échouées, par l'amélioration de leur ramassage et de leur traitement, en vue de supprimer tout risque sanitaire et de réduire les nuisances.

Il comporte ensuite un volet visant à améliorer les connaissances du phénomène de prolifération des algues vertes et sur les moyens de leur valorisation.

Il vise enfin la réduction des flux de nitrates de toutes origines vers les côtes. À cette fin, il prévoit de préserver ou de réhabiliter les zones naturelles et de modifier les pratiques agricoles dans les bassins versants concernés.

Ce dernier volet repose en partie sur des projets de territoires mobilisant l'ensemble des acteurs et notamment ceux de la filière agricole. Mis en œuvre dans le cadre de chartes de territoires signées par les partenaires, ils viennent compléter les mesures inscrites dans les programmes d'action nitrates, en particulier celles ajoutées suite à la mise en œuvre du plan de lutte contre les algues vertes.

4. INTERACTIONS AVEC LE MILIEU MARIN

L'agriculture dans le bassin peut être à l'origine de trois types de pressions sur les ressources en eau et les milieux aquatiques :

1) la pollution par les nutriments¹ (les nitrates et le phosphore) du fait des apports d'engrais ou d'effluents organiques non utilisés par les plantes ;

Les apports agricoles en matières azotées sont prédominants par rapport aux autres sources d'apports (industries, collectivités). Concernant les apports en phosphore, la répartition des rejets entre les différentes sources d'apports est nettement plus homogène que pour l'azote, la part de l'agriculture n'étant plus majoritaire.

Les rejets azotés et dus à l'agriculture affectent essentiellement les eaux souterraines et sont en majorité de sources diffuses. Les rejets dus à l'agriculture en général affectent quant à eux essentiellement les eaux de surface et sont également en majorité de sources diffuses.

Par ailleurs, on estime que l'agriculture est un contributeur de retombées atmosphériques en azote. Ceci s'explique par le niveau élevé des activités agricoles et industrielles dans les zones côtières. L'azote réduit (NH_3 , aérosols d'ammonium) est la forme prépondérante des émissions issues de l'agriculture.

2) la pollution par les substances dangereuses ;

Les activités agricoles sont à l'origine de rejets de trois types de substances dangereuses : les pesticides ou produits phytosanitaires destinés à lutter contre les parasites des cultures, les impuretés des engrais (cadmium des phosphates, etc.) et certaines substances utilisées dans l'alimentation et les soins apportés aux animaux d'élevage (cuivre, nickel), susceptibles de contaminer les effluents destinés à l'épandage et les sols.

La contamination par les produits phytosanitaires utilisés en agriculture résulte de phénomènes complexes dans lesquels interviennent :

- les pratiques agricoles ;
- les propriétés des molécules utilisées ;
- le contexte pluviométrique au moment des traitements phytosanitaires ;
- les contextes topographiques et la nature des sols qui déterminent ruissellement et lessivage ;
- le niveau de protection des cours d'eau par la ripisylve² ou des dispositifs limitant le ruissellement et éloignant le matériel de traitement du cours d'eau.

Suivant les sources, la quantité totale de produits phytosanitaires utilisée en France métropolitaine avoisine les 100 000 tonnes par an (estimation du Ministère de l'Agriculture pour l'année 2002 ; l'Union des Industries de la Protection des Plantes (UIPP) indiquait un total de 94 700 tonnes en 2000).

3) la pollution par la présence de matières en suspension dans les cours d'eau suite à des phénomènes d'érosion et de ruissellement ;

Les rejets de matières en suspension issus de l'agriculture sont essentiellement dus à l'élevage. Il faut noter que des gains ont été enregistrés sur cette catégorie de rejets, suite à la mise en œuvre des Programmes de Maîtrise des Pollutions Agricoles (PMPOA), notamment par temps de pluie.

1 Cf. contributions thématiques « Analyse des sources directes et chroniques en nutriments et en matières organiques vers le milieu aquatique » et « Retombées atmosphériques en nutriments » de l'analyse des pressions et impacts.

2 Formations boisées linéaires étalées le long de petits cours d'eau formant un corridor biologique particulier.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Agence de l'eau Loire Bretagne. 2004. État des lieux DCE Bassin Loire-Bretagne, Tome 1 Caractérisation du bassin - chapitre III : inventaire des activités.
- Agence de l'eau Adour Garonne, 2004. État des lieux DCE du district Adour Garonne – annexe Chapitre 4. 53p.